

La carte scolaire repoussée d'une semaine

Suite au boycott de quatre des cinq syndicats, le comité technique de l'enseignement du premier degré ne s'est pas tenu mercredi.

Épargnées par les fermetures de classe à la rentrée dernière en raison de la crise sanitaire, les écoles publiques du premier degré de la Manche attendent les propositions de carte scolaire pour la rentrée 2021.

Comme le second degré, où on annonce la suppression de 33 postes, les écoles maternelles, élémentaires et primaires s'attendent à un solde négatif. Entre ouvertures et fermetures de classes, on parle de sept suppressions de postes pour des effectifs en baisse de 670 élèves.

Un comité technique devait réunir, ce mercredi matin, la direction académique de la Manche et les syndicats. Quatre d'entre eux, FSU, Sud, Unsa et FO ont boycotté la réunion. Seul le Sgen CFDT avait choisi d'y participer. Faute d'un nombre suffisant de participants, la réunion a été reportée au jeudi 11 février.

« La réalité des chiffres »

Pour la FSU, Jérôme Dutron explique la raison d'un boycott : « **Comme pour le second degré, il fallait marquer le coup. Une année comme ça, ce n'est vraiment pas le moment d'appuyer sur la tête de l'école. On ne voulait pas participer à la destruction de notre outil de travail.** »

Du côté du Sgen-CFDT, on a un autre point de vue. « **On n'est pas dans la situation du second degré, remarque Valérie Levavasseur, mais même si les enseignants n'ont pas envie de voir leurs classes fermer, il y a la réalité des chiffres dans certains endroits où il y a des pertes d'effectifs.** »

Le Sgen-CFDT estime que le report d'une semaine de la réunion « **empêchera les élus et les parents de se mobiliser si nécessaire** ». En effet, le conseil départemental de la Manche de l'Éducation nationale, qui entérinera la carte scolaire en présence de représentants de la préfecture et d'élus, aura lieu dès le 12 février, au lendemain du comité technique. Deux réunions auxquelles la FSU participera. « **On ira siéger pour défendre les écoles du département.** »

Sébastien BRÉTEAU.



Entre ouvertures et fermetures, les écoles publiques du premier degré pourraient perdre sept classes. Archives Ouest-France